

## 1 La gouvernance de la mondialisation s'est fragmentée de Jean-Paul Pollin<sup>1</sup>

*Contre l'obsession du libre-échange, la financiarisation et le saccage environnemental, il faut reconstruire les instruments de la coordination politique entre les États, de l'investissement public et de la stratégie à long terme des entreprises, estime l'économiste*

Crise climatique, répétition des crises financières, accroissement des inégalités... Les constats sur les dysfonctionnements du capitalisme semblent faire consensus, mais les solutions à y apporter sont variées et parfois contradictoires. Trois lignes de force peuvent cependant être esquissées : renoncer à l'hyperglobalisation pour mieux coopérer, allonger l'horizon des prises de décision de l'Etat comme des entreprises, et reconstruire l'expression démocratique.

S'il est incontestable que le développement du commerce international a permis une forte augmentation des richesses produites dans le monde, il a aussi fait des perdants. Pour que le processus soit acceptable, il faut que ceux-ci bénéficient de compensations. Et il se peut qu'au-delà d'un certain seuil, les coûts de ces compensations deviennent supérieurs aux gains que l'on retire de la libéralisation des échanges. Pour certaines zones, ce seuil a sans doute déjà été franchi.

Or on ne dispose plus aujourd'hui des institutions internationales capables de définir et de faire respecter des règles conditionnant l'ouverture commerciale, ou d'assurer la coordination des politiques économiques que la mondialisation a rendues plus interdépendantes. La gouvernance de la mondialisation s'est fragmentée et s'est réduite à des accords régionaux, voire subrégionaux, comme l'illustrent les tentatives infructueuses de régulation du changement climatique. Dans ces conditions, l'obsession du libre-échange devient injustifiable. Les Etats ne sauraient par exemple sacrifier leurs systèmes sociaux, leur attachement à certaines valeurs ou leurs choix environnementaux au nom des potentiels bienfaits de la mondialisation.

### 1.1 Des crises graves et récurrentes

La globalisation financière soulève des critiques encore plus radicales, parce qu'elle a été à l'origine de crises graves et récurrentes, qu'elle a diffusé l'emprise de la finance sur l'économie réelle et qu'elle contrarie l'indépendance des politiques monétaires... sans que l'on ait pu démontrer qu'elle avait amélioré l'allocation internationale des capitaux. Il est paradoxal qu'une partie de l'épargne mondiale serve à financer les déficits publics américains. Sans aller jusqu'à un improbable retour au contrôle des mouvements de capitaux, l'utilisation d'instruments macroprudentiels pourrait en modérer l'importance et les effets déséquilibrants.

Un autre type de solutions propose de restaurer le rôle de l'Etat, que la contre-révolution néolibérale a contesté à partir du tournant des années 1980. Ce retour de l'intervention publique se justifie amplement par la montée des inégalités, les déchirures territoriales, l'épuisement des gains de productivité et la nécessité de conduire les transitions environnementales. Toutefois, à la différence des formes prises par la régulation dans les années d'après-guerre, ce que l'on attend aujourd'hui de l'Etat est moins de l'ordre de la redistribution des revenus ou du pilotage conjoncturel que du côté de l'investissement public.

Les fonds qui devraient être consacrés aux politiques de l'éducation, du logement, de la recherche scientifique et technique, etc., sont sans doute considérables, mais le problème de leur financement ne doit pas être dramatisé. Car il n'y a pas de raison de contraindre des déficits publics qui résultent d'investissements favorisant un développement équitable et durable. Aujourd'hui, ces déficits sont le produit de transferts et de dépenses de fonctionnement qui, en

<sup>1</sup> Jean-Paul Pollin est professeur émérite d'économie à l'université d'Orléans

bonne partie, reflètent l'assistance à des groupes sociaux, à des territoires et à des secteurs en difficulté. Mais c'est parce que l'on refuse à l'Etat les moyens de mener des politiques plus volontaristes et à moins courte vue qu'on le condamne à compenser les dommages créés par une trajectoire sous-optimale de l'économie.

### 1.2 « Bien commun »

L'Etat n'est cependant pas le seul garant et porteur de l'intérêt général ou de ce que l'on appelle le « bien commun ». L'ensemble des institutions qui structurent les rapports sociaux, et en particulier les entreprises, doivent aussi se considérer comme investies d'une responsabilité sociale. Il faut donc récuser l'idée infondée selon laquelle la seule mission des firmes doit être de maximiser leur valeur actionnariale. Au-delà de considérations éthiques, leur pérennité à long terme dépend de leur capacité à coordonner les contributions de toutes les parties prenantes en parvenant à concilier leurs intérêts.

Ainsi, l'allongement de l'horizon de décision des firmes est essentiel au déploiement de leurs stratégies, mais aussi à la conclusion d'engagements durables avec leurs partenaires et à la prise en compte des questions environnementales. Ce que contredisent l'emprise court-termiste des marchés financiers et les slogans contre-productifs sur la flexibilité à tout prix. On doit en ce sens saluer le changement qui semble se manifester dans le discours des grandes entreprises (rapport Notat-Senard ; déclaration récente de la Business Roundtable aux Etats-Unis). Cette prise de conscience est importante, même si le plus dur reste à faire : le développement de l'actionnariat salarié et des évolutions dans la gouvernance des fonds d'investissement pourraient y contribuer.

Enfin, la régénération de la démocratie est à la fois un objectif et un instrument indispensable à la mise en œuvre des propositions qui précèdent. Car à travers l'histoire, le capitalisme a toujours eu partie liée avec la démocratie : ils se sont confortés l'un l'autre. Et les déconvenues du premier recourent aujourd'hui les faiblesses de la seconde. Mais à ce stade, l'économiste doit passer la main au politologue pour redessiner les formes et les lieux d'un renouvellement de l'expression démocratique.

## 2 Non, le capitalisme n'est pas en crise de Branko Milanovic<sup>2</sup>

*Le malaise actuel vient du fait que les Occidentaux profitent moins de la mondialisation que précédemment, analyse l'économiste américain*

Nous observons depuis quelque temps une véritable avalanche de livres et d'articles sur la crise du capitalisme, annonçant sa disparition ou son dépassement. Ceux qui sont assez âgés pour se souvenir des années 1990 ne manqueront pas de relever l'étrange similarité de cette vague récente avec la littérature de l'époque soutenant que nous étions parvenus à la fin hégélienne de l'histoire. Les analyses d'alors se sont révélées erronées. Je pense que la littérature actuelle sur la question commet une erreur sur les faits et établit un diagnostic inexact du problème.

Les faits ne pointent en rien vers une crise, mais révèlent au contraire un capitalisme d'une puissance jamais atteinte jusqu'ici, tant en termes d'ampleur géographique que d'expansion dans des secteurs (comme les loisirs ou les médias sociaux) où il a créé des marchés totalement nouveaux et marchandisé des choses qui n'avaient jamais fait l'objet de transactions.

Géographiquement, le capitalisme est désormais le mode de production dominant (et même le seul) sur toute la planète, que ce soit en Suède, où le secteur privé emploie plus de 70 % de la main-d'œuvre, aux Etats-Unis, où il en emploie 85 %, ou en Chine, où le secteur privé (structuré de façon capitaliste) produit 80 % de la valeur ajoutée. Cela n'était manifestement pas le cas avant la chute du communisme en Europe orientale et en Russie, ni avant que la

<sup>2</sup> Branko Milanovic enseigne au Graduate Center de la City University of New York. Il est notamment l'auteur de « Capitalism, Alone », paru en septembre (Harvard University Press)

Chine ne s'embarque dans ce que l'on a appelé par euphémisme une « transformation », mais qui était en réalité un remplacement du socialisme par les rapports capitalistes de production.

Par ailleurs, grâce à la mondialisation et aux révolutions technologiques, des marchés jusqu'alors inexistantes ont vu le jour : données personnelles, location des véhicules et logements privés (dont aucun ne fonctionnait comme un capital personnel avant que la naissance d'Uber, Lyft et autres Airbnb ne leur permette de générer des revenus), location de bureaux à destination des travailleurs indépendants (marché qui n'existait pas avant WeWork, et se perpétue au-delà des difficultés de cette entreprise), soins aux personnes âgées, aux enfants, aux animaux domestiques, préparation et livraison de plats cuisinés, livraison de courses à domicile, etc. L'importance sociale de ces nouveaux marchés réside en ce qu'ils créent de nouveaux capitaux, et au fait qu'en mettant un prix sur des choses qui n'en avaient pas auparavant ils transforment de simples biens (valeur d'usage) en marchandises (valeur d'échange).

Cette expansion capitaliste n'est pas fondamentalement différente de celle que connut l'Europe des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, étudiée aussi bien par Adam Smith que par Karl Marx. Quand de nouveaux marchés sont créés, les biens et activités qui les concernent acquièrent une valeur potentielle. Cela ne veut pas dire que nous allons tous nous précipiter pour louer nos appartements ou transformer nos voitures en taxis, mais que nous sommes conscients de la perte financière que nous subissons en ne le faisant pas. Beaucoup d'entre nous, lorsque le prix nous apparaîtra juste (soit parce que les circonstances de notre vie auront changé, soit parce que le prix relatif aura augmenté), entreront sur ces nouveaux marchés et, par là, les renforceront.

Ces nouveaux marchés sont fragmentés et exigent rarement des journées de travail continues. Aussi la marchandisation va-t-elle de pair avec l'économie des petits boulots (« gig economy »). Dans une « gig economy », nous sommes à la fois tous fournisseurs de services (nous pouvons livrer des pizzas l'après-midi) et acheteurs de services autrefois non monétisés (ménage, cuisine, soins aux seniors ou aux enfants). Cela permet aux individus de satisfaire l'ensemble de leurs besoins sur le marché et, à plus long terme, soulève d'importantes questions comme l'utilité et la survie de la famille.

## 2.1 Corruption de la politique

Au vu de cette propagation tous azimuts du capitalisme, pourquoi affirmer qu'il est en crise ? En réalité, ce malaise, censé toucher l'ensemble du monde, est limité aux riches pays occidentaux. Car ce malaise occidental résulte de la distribution inégale des bénéfices de la mondialisation, un phénomène qui n'est pas sans rappeler la mondialisation du XIX<sup>e</sup> siècle, dont les bénéfices ont été largement accaparés par... les Européens.

En revanche, le nouveau processus de mondialisation que nous vivons depuis quelques décennies a bénéficié essentiellement à l'Asie et à ses pays très peuplés comme la Chine, l'Inde, le Vietnam ou l'Indonésie. Ce hiatus entre les attentes nourries par les classes moyennes occidentales et la faible croissance de leurs revenus, et donc leur régression sur l'échelle mondiale des revenus, alimente le mécontentement à l'égard de la mondialisation. Et ce mécontentement est interprété à tort comme un mécontentement à l'égard du capitalisme.

De plus, l'expansion de l'approche marchande dans toutes (ou presque toutes) les activités, caractéristique du capitalisme avancé, a également transformé la politique.

Traditionnellement, la politique, tout comme notre temps de loisir, n'était pas considérée comme un domaine de transactions marchandes. L'une et l'autre le sont désormais devenus. Cela a contribué à la corruption de la politique. Celle-ci est désormais considérée comme n'importe quelle autre activité commerciale, dans laquelle, même si l'on ne se livre pas à une corruption explicite pendant son mandat, on utilise les contacts et connaissances acquis pendant sa fonction pour gagner de l'argent ensuite. Ce type de marchandisation a fait naître un cynisme et une désillusion largement répandus.

La crise n'est donc pas la crise du capitalisme en soi, mais une crise créée par les conséquences

inégales de la mondialisation et par l'expansion du capitalisme dans des domaines qui n'étaient pas traditionnellement soumis à commercialisation. En d'autres termes, le capitalisme est devenu trop puissant et, dans certains cas, entre en conflit avec des convictions solidement ancrées. Soit il continuera à investir de nouvelles sphères encore non commercialisées, soit il devra être maîtrisé et son « champ d'intervention », réduit.

## 3 Libérons le libéralisme Thierry Aimar <sup>3</sup>

*L'économiste perçoit la tendance actuelle au révisionnisme antilibéral comme une résistance des conservateurs occidentaux à la perte de leur rente au bénéfice des nouveaux pays capitalistes*

Le 16 septembre, le *Financial Times* titrait en « une », sur une pleine page :

« Capitalism. Time for a Reset ». Le 19 août, près de 200 grands patrons américains de la Business Roundtable publiaient une déclaration sur « le but de l'entreprise », affirmant leur volonté de placer à égalité l'engagement social des firmes avec la création de valeur pour l'actionnaire. Un an auparavant, le rédacteur en chef de *The Economist*, Edward Carr, appelait à une transformation du libéralisme, en prônant une redistribution de la fiscalité du capital vers le travail, des retraités vers les jeunes, et l'assistanat en faveur de ceux qui ne gagnent pas assez. En France, le président du Medef, mécontent de la compétition fiscale entre les pays, appelle lui aussi à réinventer le libéralisme. Comment interpréter ce soudain besoin de révisionnisme ?

Rappelons que le libéralisme classique n'est pas au service des nations, ni d'une clientèle particulière à l'intérieur d'entre elles. Sa vocation est simplement de satisfaire les besoins subjectifs des acteurs en utilisant le mieux possible les facteurs disponibles, de desserrer la contrainte de rareté en favorisant la découverte de nouvelles ressources et de construire une société où chaque individu est rétribué à hauteur de sa participation à la création de valeur. La libre circulation des marchandises et des facteurs prônée par les libéraux a justement permis à des ressources en travail et en capital jusqu'alors laissées en friche d'être rémunérées en proportion de leur contribution à l'augmentation des richesses à l'échelle du monde.

La redistribution des cartes en matière d'avantages comparatifs a conduit, dans les anciens pays développés, au mécontentement des propriétaires des facteurs de production, qui, grâce à la rareté artificielle du capital, du travail et des biens produite par les barrières protectionnistes, avaient pu bénéficier de rémunérations supérieures à leur participation à la création de valeur. C'est-à-dire de rentes payées par les consommateurs occidentaux et la population du reste du monde, qui s'est vue privée de la possibilité de valoriser ses compétences auprès des marchés occidentaux.

Selon ses nouveaux réformateurs, le libéralisme devrait battre sa coulpe car il aurait favorisé la montée des inégalités en augmentant honteusement les revenus du capital au détriment de ceux des salariés. Mais de quels salariés parle-t-on ? Des salariés chinois, indiens, vietnamiens, qui ont su saisir les opportunités offertes par la mondialisation pour sortir de la misère ? Ou des salariés des pays déjà développés, gangrenés par des problèmes d'appariement qui laissent vacants des emplois techniques ou manuels peu attractifs pour les générations connectées ?

Quant à l'augmentation des revenus du capital, si souvent déplorée par les critiques du marché, est-elle due au libéralisme ou à des politiques monétaires toujours plus laxistes, conduisant les entrepreneurs attirés par des taux bas à demander un capital trop rare pour satisfaire toutes les demandes et qui se voient ainsi contraints, par effet d'enchère, de transférer leur part dans la création de valeur dans les mains d'actionnaires pour mendier le droit d'utiliser leurs ressources ?

<sup>3</sup> Thierry Aimar est enseignant-chercheur à l'université de Lorraine et à Sciences Po. Il est l'auteur d'« Hayek. Du cerveau à l'économie » (Michalon, 128 p., 12 €)

### 3.1 Préserver le système de privilège

Soit l'inégalité des revenus est le résultat de barrières à l'entrée, soit elle est le résultat naturel de la recombinaison des activités. Dans le premier cas, il faut identifier ces barrières et les faire sauter, ce qui est la vocation même du libéralisme, qui n'a jamais vu d'un bon œil l'inégalité de l'accès à l'éducation, à la sécurité ou aux transports, qui empêche les acteurs de se présenter sur le marché avec les mêmes cartes. Dans le second cas, la structure des revenus reflète simplement les contributions inégales de chacun à la création de valeur, et il n'y a donc aucune justification à un transfert de revenu par la fiscalité, la réglementation ou la protection vis-à-vis de l'extérieur.

N'oublions pas que la redistribution spontanée de la richesse qui s'est organisée sur la planète est à la fois l'expression d'une meilleure allocation des activités, mais aussi l'incitation à la mettre en place. Au nom de quel principe intellectuel des individus rétribués à hauteur de leur performance devraient s'appauvrir pour permettre à d'autres catégories de populations de bénéficier d'un revenu supérieur à leur contribution à la production, de ne pas remettre en question leurs spécialisations et de bénéficier ainsi de rentes qui spolient la collectivité tout entière ? Si certains parviennent à être rémunérés au-dessus de leur participation à la création de valeur, cela implique que d'autres sont payés au-dessous de leur productivité. La protection des uns signifie l'exploitation des autres.

Le libéralisme classique ne défend pas à l'intérieur des nations des processus de déréglementation sauvage des activités, des baisses de la fiscalité sur les patrimoines si celles-ci ne vont pas de pair avec le principe de libre circulation des ressources. Il ne traduit pas la licence pour les intérêts organisés de maintenir leurs privilèges. Des contrats librement consentis par les parties ne doivent pas être avalisés par l'autorité s'ils violent l'esprit de « *the rule of the law* » (« le règne de la loi »), soit la capacité entrepreneuriale de modifier l'ordre des activités selon les opportunités découvertes.

La cruelle vérité est que le libéralisme ne pose aujourd'hui problème qu'aux *insiders* des pays développés, propriétaires nationaux de ressources en capital et en travail qui ne peuvent maintenir leur niveau de vie qu'en contrepartie de protections leur permettant de prélever leur revenu sur le dos du reste du monde. Il est donc à craindre que face à la montée du populisme en Europe, cet appel à une refondation du libéralisme résulte bien moins d'un rejet intellectuel que d'une sourde inquiétude de conservateurs qui, n'ayant jamais vu dans le libéralisme qu'un bon moyen de sauvegarder leur patrimoine, acceptent désormais de partager leurs rentes avec d'autres catégories de populations électoralement menaçantes pour préserver le système de privilège lui-même. Le libéralisme n'a pas besoin d'être régénéré ; il a simplement besoin d'être respecté.

## 4 Démocratiser l'entreprise Isabelle Ferreras<sup>4</sup>

*La sociologue propose que les travailleurs aient une voix égale à celle des actionnaires dans la gouvernance des firmes*

Si le capitalisme a un avenir, la démocratie risque de ne plus en avoir. Les populistes identitaires attisent la légitime colère des citoyens, relayée par des firmes transnationales qui placent l'expression des peurs et des antagonismes en haut de leurs algorithmes. Les leaders politiques tentent, face à la surpuissance des entités privées qu'ils courtisent, d'occulter leur impuissance à réduire les inégalités et à sauver la planète. Les peuples ne sont pas dupes, et la contradiction entre capitalisme et démocratie atteint un point de non-retour.

Le capitalisme est un régime de gouvernement qui alloue les droits politiques en fonction de

<sup>4</sup> Isabelle Ferreras est professeure à l'Université catholique de Louvain et membre de l'Académie royale de Belgique

la possession du capital. La démocratie est un régime de gouvernement fondé sur la reconnaissance de l'égalité de chacun et chacune « en dignité et en droits ». On a pu imaginer un temps que capitalisme et démocratie pouvaient être compatibles. Milton Friedman a même professé qu'ils étaient mutuellement indispensables, l'un nourrissant vertueusement l'autre. Cette fable a duré le temps des Etats-nations aux frontières fermées. Depuis, la transnationalisation des échanges économiques a permis à des entreprises de devenir plus puissantes que nos Etats démocratiques. Geste révélateur, le Danemark fut, en 2017, le premier d'entre eux à nommer dans la Silicon Valley un « ambassadeur » auprès des Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft).

L'entreprise capitaliste doit être comprise comme une entité politique constituée de deux classes d'investisseurs, les investisseurs en capital et les investisseurs en travail (salariés mais pas uniquement – on peut penser ici aux travailleurs de plates-formes ou indépendants sous-traitants). Peut-on imaginer une Angleterre gouvernée par la seule Chambre des propriétaires, la Chambre des lords ? Voici pourtant ce qui se joue chaque jour dans l'entreprise capitaliste sous le despotisme des représentants des investisseurs en capital : l'idéologie propriétaire, documentée par Thomas Piketty dans son dernier ouvrage.

### 4.1 Despotisme du capital

La logique extractive de ce mode de gouvernement domine les investisseurs en travail et épuise la planète. Sa puissance place les Etats démocratiques en concurrence entre eux. En juin, dans un sursaut démocratique interne à leur « entité politique », plus de 8 000 salariés d'Amazon demandaient à l'assemblée générale des actionnaires de veiller à ce qu'Amazon réduise ses émissions fossiles et se conforme aux objectifs définis par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Ils ont été ignorés.

En France, à l'instar de nombreux autres pays occidentaux au XX<sup>e</sup> siècle, des comités d'entreprise ont été mis en place afin de permettre aux salariés d'avoir accès à la représentation au niveau de l'entreprise – « *citoyens dans la cité, les travailleurs doivent être aussi dans leur entreprise* », selon la lettre des lois Auroux de 1982. Cette chambre des investisseurs en travail, une assemblée sans pouvoir contraignant, est aujourd'hui dénommée « comité social et économique » (CSE). La loi Pacte de 2019 cherche à sauver la société anonyme en faisant entrer en son conseil d'administration quelques représentants des « parties prenantes », en particulier les salariés. Mais peut-on prendre au sérieux une formule de démocratisation qui ferait asseoir quelques représentants du peuple (des salariés) dans une chambre remplie de lords (des actionnaires) ? Plutôt que de laisser le despotisme du capital prendre le contrôle sur nos démocraties – un processus déjà très avancé aux Etats-Unis –, notre responsabilité est de démocratiser le champ économique en commençant par son institution-phare, l'entreprise.

Concrètement, le CSE devra approuver à la majorité la stratégie d'entreprise proposée par la direction, exercer un droit de veto collectif sur toutes les questions traitées par le conseil d'administration, y compris la nomination du PDG ou la répartition des profits générés par l'activité. Le CSE doit être doté des prérogatives dignes des citoyens-salariés du XXI<sup>e</sup> siècle.

C'est ce que l'histoire longue de vingt-cinq siècles de bicamérisme politique nous apprend et qui inspire ce projet de bicamérisme économique pour l'entreprise.

Cette voie de représentation propre des travailleurs, étroitement liée à l'architecture de la représentation syndicale dans et hors de l'entreprise, permettra de la lier au champ des négociations de branche et au-delà. Ainsi sera nourrie la possibilité d'une solidarité transentreprise entre citoyens-travailleurs, y compris au-delà des frontières – un enjeu crucial en l'absence de puissance publique transnationale. L'entreprise doit devenir un lieu d'ancrage démocratique permettant aux investisseurs en travail de peser sur les finalités de leur travail et sur le projet de l'entreprise. Par exemple, comme l'ont voulu les salariés d'Amazon, choisir un travail qui serve la survie des humains par l'abandon des énergies fossiles.

---

## 5 Pour une économie circulaire De Thomas Piketty<sup>5</sup>

Quand on évoque l'économie circulaire, on pense souvent au recyclage des déchets et des matériaux et à l'usage modéré des ressources naturelles. Mais pour qu'un nouveau système durable et équitable puisse émerger, c'est l'ensemble du modèle économique qu'il faut repenser. Avec les écarts de richesses qui existent actuellement, aucune ambition écologique n'est possible. La sobriété énergétique ne pourra venir que de la sobriété économique et sociale, et non de la démesure des fortunes et des trains de vie. Il faudra bâtir par la délibération démocratique de nouvelles normes de justice sociale, éducative, fiscale et climatique. Ces normes devront tourner le dos à l'hyperconcentration actuelle du pouvoir économique. L'économie du XXI<sup>e</sup> siècle doit au contraire s'appuyer sur la circulation permanente du pouvoir, de la richesse et du savoir.

C'est grâce à la diffusion de la propriété et de l'éducation que le progrès social et humain est devenu une réalité au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Un puissant mouvement de réduction des inégalités sociales et d'accroissement de la mobilité, dont les prémices intellectuelles étaient déjà visibles aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, s'est accéléré des années 1900-1910 aux années 1970-1980, grâce à un investissement éducatif sans précédent, un rééquilibrage des droits des actionnaires par ceux des salariés (notamment en Europe nordique), la circulation des revenus et des fortunes par l'impôt progressif (en particulier aux Etats-Unis), et ainsi de suite. Ce mouvement a été interrompu dans les années 1980-1990, à la suite d'un retour de balancier alimenté par la désillusion postcommunisme et la rupture reaganienne.

Le postcommunisme est alors devenu le meilleur allié de l'hypercapitalisme : ressources naturelles surexploitées et privatisées au profit d'une minorité, contournement systématique du système légal par les paradis fiscaux, suppression complète de toute forme d'impôt progressif. Dans la Russie de Poutine, l'impôt sur le revenu est de 13 %, que votre revenu soit de mille roubles ou d'un milliard de roubles (14,12 millions d'euros). On observe les mêmes excès en Chine, où des proches du pouvoir se sont taillé des empires qu'ils transmettent à leurs descendants sans aucun impôt successoral. Hongkong offre ainsi l'exemple étonnant d'un pays qui est devenu encore plus inégalitaire en se plaçant sous la coupe d'un régime supposément communiste.

Moins radicale, la rupture reaganienne des années 1980 a abaissé de 70 % à 30 % les taux d'imposition appliqués aux plus riches. Reagan entendait ainsi mettre fin à ce qu'il dénonçait comme un excès de redistribution et d'égalitarisme issu du New Deal, et qui, selon lui, avait ramolli l'Amérique dans sa croisade anticommuniste. En libérant les énergies des entrepreneurs, Reagan promettait une nouvelle phase de croissance sans précédent. Certes, les inégalités allaient augmenter, les milliardaires se feraient plus nombreux et plus puissants, mais tout cela apporterait une telle innovation au bénéfice des masses que tout le monde y gagnerait. De fait, l'emprise des milliardaires sur l'économie américaine a considérablement progressé depuis les années 1980, avec une concentration de la propriété aux Etats-Unis qui s'approche des sommets européens du début du XX<sup>e</sup> siècle.

Le problème est que la dynamisation de la croissance n'a pas eu lieu : le revenu national par habitant a vu sa progression divisée par deux (2,2 % par an de 1950 à 1990, 1,1 % de 1990 à 2020). Les salaires ont stagné et une part croissante de la population s'est mise à douter de la mondialisation. Le durcissement nationaliste trumpiste est directement issu de cet échec du reaganisme : puisque le libéralisme économique ne suffit pas, il suffit de dénoncer les Mexicains et les Chinois qui volent le dur labeur de l'Amérique blanche.

En réalité, l'échec reaganien montre surtout que l'hyperconcentration de la propriété et du pouvoir ne correspond pas aux besoins d'une économie moderne et circulaire. Ce n'est pas parce qu'une personne a fait fortune à 30 ans qu'elle doit continuer de concentrer le pouvoir actionnarial à 50, 70 ou 90 ans. L'abaissement de la croissance s'explique aussi par une stagnation inquiétante de l'investissement éducatif depuis les années 1990, ainsi que par

d'abysmales inégalités d'accès à la formation, aux Etats-Unis comme en Europe. Le défi climatique et la prise de conscience internationale des dérives inégalitaires peuvent servir de levier au changement, mais on en est encore loin.

### 5.1 L'Europe ne peut rester les bras ballants

Les projets de l'OCDE sur l'imposition des profits des multinationales ne concernent qu'une fraction résiduelle de ces derniers, et la clé de répartition proposée est bien plus favorable aux pays riches qu'aux pays pauvres (comme l'ont montré les travaux de l'Ictict). *The Triumph of Injustice*, livre publié cette semaine aux Etats-Unis par Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, montre qu'il existe des solutions plus ambitieuses, avec à la clé la transparence financière et le retour de la progressivité fiscale, afin de financer la santé et l'éducation pour tous et la transition écologique. Le succès de ces idées auprès des démocrates américains, en particulier d'Elizabeth Warren et de Bernie Sanders, incite à l'optimisme.

Mais l'Europe ne peut rester les bras ballants et attendre que le changement vienne d'Amérique. Pour sortir des postures et donner enfin de la substance au Green New Deal, il est urgent que des mesures fortes de justice sociale et fiscale soient prises en Europe. C'est aussi à ce prix que l'on peut espérer ramener les travaillistes britanniques dans l'orbite européenne et éviter une désastreuse victoire conservatrice aux élections à venir. Trente ans après la chute du Mur, il est temps que la marche vers l'égalité, l'économie circulaire et le socialisme participatif reprenne son cours.

---

<sup>5</sup> Thomas Piketty est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, École d'économie de Paris